

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député doit admettre, j'en suis sûr, que ces deux messieurs ont eu une conduite irréprochable pendant qu'ils travaillaient pour le gouvernement fédéral. Je suis certain qu'il en est de même dans leur vie privée. J'admets que le député a soulevé une question assez importante, mais on n'est encore jamais parvenu, à ce que je sache, à réglementer le comportement d'anciens fonctionnaires fédéraux, devenus de simples citoyens. Cela est valable non seulement pour les fonctionnaires mais aussi pour les députés et les ministres.

LA POSSIBILITÉ DE TRANSACTIONS DE M. GRANDY AU SEIN DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE DEPUIS L'ENGAGEMENT CHEZ LOCKHEED

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): J'aimerais poser une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Certains gouvernements ont un code d'éthique qui les incite au moins à essayer, monsieur l'Orateur. Voici ma dernière question supplémentaire: Puisque cette société de conseils a décidé de travailler pour Lockheed Limited, est-ce que M. Grandy s'occupait également d'un contrat pour le cabinet du premier ministre ou pour un autre organisme central du gouvernement fédéral et, dans l'affirmative, ce contrat a-t-il été résilié ou honoré?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il faut que je considère cette question comme un préavis. Je n'ai aucun renseignement à ce sujet.

* * *

LES FINANCES

LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—LA POSSIBILITÉ DE DÉMARCHES DE M. REISMAN AU SUJET DU FINANCEMENT—L'OPINION DU MINISTRE QUANT AUX PRÊTS AVALISÉS PAR LE GOUVERNEMENT

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'ancien sous-ministre des Finances, M. Reisman, a-t-il, depuis qu'il est au service de Lockheed fait des instances auprès du ministre ou de ses fonctionnaires, au sujet du financement du contrat d'achat de patrouilleurs à long rayon d'action de Lockheed, notamment d'une garantie de prêts par les banques? Le ministre pourrait-il également nous dire s'il est un tant soit peu d'accord pour que le gouvernement consente un prêt comme celui-là?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Pour ce qui est du financement, monsieur l'Orateur, j'ai rencontré personnellement les nouveaux responsables de Lockheed lors de leur passage à Ottawa il y a quelques semaines. Il n'a pas été question, de financement provisoire. En fait, il s'agissait tout simplement de nous assurer qu'ils seraient en mesure d'exécuter des contrats. Quant à mes collaborateurs, il me faudrait faire une enquête pour savoir s'ils ont participé directement aux discussions à ce propos. Si je me souviens bien, elles ont été menées par les

Questions orales

hauts fonctionnaires du ministère des Approvisionnements et Services.

● (1420)

Quant à l'accord financier, c'est une question dont le gouvernement est saisi et dont il devra décider.

L'ACCESSIBILITÉ POUR M. REISMAN DE CERTAINS DOSSIERS MINISTÉRIELS

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Je ne crois pas que le ministre ait spécifié si M. Reisman a pris part à ces discussions. Voudrait-il le faire pour répondre à ma première question supplémentaire. Depuis que M. Reisman a abandonné son poste de sous-ministre des Finances, a-t-il eu accès à ses anciens dossiers et, dans l'affirmative, quand?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Je n'ai parlé à M. Reisman ni de cela ni en fait d'aucune autre affaire. Je vais prendre note et rendre compte des entretiens qu'il a pu avoir ou de la question plus particulière que le député a posée. Je me ferai un plaisir de le tenir au courant.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OPPORTUNITÉ DU CHOIX D'UN AUTRE AVION QUE L'ORION

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Étant donné la confusion qui règne autour de cet important contrat et la mauvaise administration du gouvernement ainsi que la question de conflit d'intérêts, le premier ministre suppléant est-il disposé à entamer les négociations et à envisager d'autres solutions que cet avion de 59 millions de dollars? Je pose cette question en l'absence du premier ministre.

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, la réponse est non.

* * *

LES FINANCES

LE SOLDE DÉFICITAIRE DE L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné que les chiffres publiés aujourd'hui indiquent que le Canada accuse un déficit de 1.9 milliard de dollars, au titre du commerce automobile avec les États-Unis, le plus gros déficit depuis onze ans que l'accord sur l'automobile a été signé avec les États-Unis, qui est de 50 p. 100 plus élevé que celui de l'année dernière, qu'est-ce que le gouvernement se propose de faire pour mettre le Canada au moins sur un pied d'égalité avec les États-Unis?